



« Il a créé les Pléiades et l'Orion, Il change les ténèbres en aurore, Il obscurcit le jour pour en nuit, Il appelle les eaux de la mer, Et les répand à la surface de la terre: L'Éternel est son nom. «
Amos 5:8

APPEL URGENT JANVIER 2021

« **LE TURKMÉNISTAN, ... VÉRITABLE TROU NOIR DE L'INFORMATION** »...

Jeanne Cavelier, responsable du bureau RSF Europe de l'Est et Asie centrale

Au Turkménistan, un des pays les plus dangereux pour les journalistes, les médias sont entièrement sous la coupe de l'État. Aussi, peu prendront le risque d'informer de manière indépendante. La condamnation de Nourgeldy Halykov ou l'emprisonnement de Mansour Minguelov illustrent l'absurdité d'un régime qui fabrique de toutes pièces des charges pour museler ceux qui s'expriment.



Âgé de 26 ans, **Nourgeldy Halykov** travaillait clandestinement pour Turkmen News, un média indépendant basé aux Pays-Bas et spécialisé dans les droits humains. Début juillet 2020, le journaliste était tombé sur une photo d'experts de l'Organisation mondiale de la santé en visite au Turkménistan. Cette photo apparaissait sur le compte Instagram d'une ex-camarade de classe. Celle-ci a d'ailleurs subi des pressions après la

parution de la photo. **Nourgeldy Halykov** l'avait publiée sur *Turkmen News*.

La convocation du journaliste au commissariat, puis son placement en détention provisoire ne se font pas attendre. Le 26 juillet, il est officiellement poursuivi pour "fraude", une prétendue dette de quelque 4000 euros non honorée, contractée en début d'année. C'est un « ami », Iouri Rogousskiy, qui l'a dénoncé. Finalement, le 15 septembre, **M. Halykov** est condamné par un tribunal d'Achkhabad sur de spéculatives accusations de fraude, couramment utilisées par les services de sécurité de l'État pour faire taire les "ennemis de l'État". **Nurgeldi Halykhov** est incarcéré pour quatre ans, uniquement en raison d'une photo dont il n'est pas l'auteur. Il risque de subir la torture. Afin d'obtenir la libération de **M. Halykov**, son employeur se tourne vers des cabinets juridiques américains, l'OSCE, et des OING.

Jusqu'à la dernière minute les proches de **Nourgeldy Halykhov** ont espéré une amnistie à l'occasion de la Journée internationale de la neutralité (le 12 décembre). En vain.

Le gouvernement turkmène prétend que le pays est épargné par la pandémie. Il continue de nier la présence du coronavirus sur son territoire. Or des civils, personnes incarcérées ou travailleurs médicaux de première ligne, continuent de succomber au virus. Même les résultats positifs des tests des diplomates étrangers au Turkménistan ne parviennent pas à persuader les autorités de la nécessité de modifier leur ligne de conduite. Par conséquent la surveillance des taux d'infection est difficile et la létalité du COVID augmente. Le Turkménistan est le seul pays au monde- avec la Corée du Nord- à n'avoir encore reconnu sur son territoire [aucun cas de coronavirus](#), malgré une hausse des "pneumonies". Il est l'un des pays les plus fermés. Les [journalistes](#) indépendants sont ciblés et tous ceux qui ne véhiculent pas une "image positive" du pays sont victimes d'[arrestations arbitraires](#). Systématiquement. Le pays occupe d'ailleurs la 179e place sur 180 au [Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF](#). Mais ce sont les lanceurs d'alerte, tel **Mansour Minguelov** (AU 04-2019), qui sont les premiers à porter le poids de ce verrouillage.

...

Atteint d'une tuberculose qu'il a contractée en détention, **Mansour Minguelov** resterait incarcéré depuis plus de 10 ans, à la prison LBK/11 de Seidi (Lebap). Témoin impuissant de la torture infligée à son frère en 2012, il en avait dénoncé la pratique. Et ce, non seulement auprès de l'ambassade des États-Unis à Achkhabad, mais aussi auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Procureur général turkmène. Ayant réuni des preuves de torture, notamment lors de gardes à vue et envers des Turkmènes d'origine baloutche, il décrivait par le menu les méthodes des agents de l'État: burins passés sur les os de détenus, tenailles pour tirer la chair du scrotum, décharges électriques. Il fut accusé de production pornographique, d'« incitation de mineurs à des actions socialement répréhensibles », ainsi que de trafic de stupéfiants. Plus tard, le président du tribunal qui l'a condamné à 22 ans de prison aurait confirmé le caractère politique de la sentence, en représailles à son travail de documentation sur la torture!



...

Le coronavirus a aggravé la situation déjà inquiétante du pays. Calamités et crise économique et sociale continuent d'accabler la population, à laquelle le régime n'apporte qu'un soutien totalement insuffisant. Au printemps, une terrible tempête - que les médias officiels ont passée sous silence- a balayé la région désertique de Lebap, détruisant les habitations et faisant d'innombrables victimes. C'est dans cette zone extrême, dans des camps dépourvus d'installations sanitaires dignes, que les personnes en quarantaine s'entassent dans des baraquements.

Aux frontières hermétiquement closes, des travailleurs désœuvrés (du Belarus, de Russie et de Turquie) se massent et attendent. Les commerces et les marchés, source de subsistance de la population locale, ont été fermés tout l'automne et les longues files d'attente pour les achats de biens de première nécessité sont maintenant un spectacle familier. Lors d'événements officiels, le gouvernement a certes reconnu la "situation économique difficile", rompant avec sa posture traditionnelle consistant à produire uniquement les succès et la prospérité du pays. Les VIP du régime auront-ils profité de l'aide médicale et humanitaire offerte par l'Occident pour lutter contre le virus ? Les citoyens turkmènes doivent en tous cas se débrouiller pour reconstruire leur vie brisée.

(RSF et Turkmen News)



TURKMÉNISTAN

- République dirigée par Gurbanguly BERDIMUHAMEDOW, Chef d'État et Premier Ministre
- 469,930km² /6,031200hab.
- Peine capitale abolie ; Torture et pratiques moyenâgeuses : procès inéquitables ; travail forcé ; journalistes harcelés
- Partie au PIDCP, le pays a ratifié la Convention contre la torture en 1999.

→**Voir aussi** : <https://www.youtube.com/watch?v=9WBTOJB3XFc&t=820s>

Nous vous invitons à adresser une copie du modèle de lettre ci-joint aux autorités dont l'adresse se trouve sur la lettre. Affranchir à 2,07 € pour l'international, 1,60€ pour la Belgique.